

## ARTICLE 1 : Modalités d'ouverture et de fonctionnement :

### Conditions d'ouverture :

L'ouverture du Livret Croissance peut être demandée par une personne physique capable et majeure sous réserve d'enregistrer un dépôt minimum de 10 à l'ouverture et de détenir un compte de dépôt dans les livres de **monabanq.** et après que **monabanq.** ait effectué l'ensemble des vérifications usuelles nécessaires. Un seul livret peut être souscrit par une même personne.

Documents nécessaires à l'ouverture du Livret Croissance : Le titulaire s'engage à informer, dans les meilleurs délais et par écrit, **monabanq.**, de toute modification affectant sa situation ou ses coordonnées.

### Délai de rétractation :

Le titulaire du Livret Croissance bénéficie d'un délai légal de rétractation de 14 jours révolus à compter de son acceptation de la convention d'ouverture. Il peut exercer ce droit sans avoir à justifier de motif ni à supporter des pénalités. Pour cela, il lui suffit d'adresser par écrit sa rétractation, avant l'expiration du délai de 14 jours, en précisant ses coordonnées, à l'adresse suivante : **monabanq.**, 59078 Lille Cedex 9.

Le titulaire commencera à fonctionner avant l'expiration de ce délai sauf avis contraire de votre part. Pour ce faire vous devez écrire à **monabanq.**, 59078 Lille Cedex 9 ou par mail à l'adresse suivante : [mon-dossier@monabanq.com](mailto:mon-dossier@monabanq.com). En cas d'exercice de ce droit de rétractation, le titulaire du livret ne pourra être tenu qu'au paiement proportionnel du service financier effectivement fourni, à l'exclusion de toute pénalité. Le titulaire restituera à **monabanq.**, au plus tard dans les 30 jours, toute somme qu'il a reçue de **monabanq.** Ce délai commence à courir à compter du jour où le titulaire communique à **monabanq.** sa volonté de se rétracter. **monabanq.** procédera à la clôture du Livret Croissance et restituera au titulaire les sommes déposées.

Fonctionnement du Livret Croissance :

Le Livret Croissance peut enregistrer des opérations de dépôt, de retrait ou de virement vers votre compte de dépôt ouvert auprès de **monabanq.** ou vers tout autre compte bancaire ouvert auprès d'un autre établissement de crédit. L'ouverture d'un Livret Croissance ne donne pas lieu à la délivrance de moyens de paiement. Le titulaire a la possibilité d'effectuer l'ensemble de ses ordres d'opérations par téléphone, par Internet ou par une demande écrite transmise par courrier ou télécopie à **monabanq.**, 59078 Lille Cedex 9. Les ordres d'opérations initiés par téléphone ou Internet nécessiteront votre identification préalable; par le biais d'une vérification de votre identité et de vos codes confidentiels ; qui vaudra acceptation de ces ordres. **monabanq.** se réserve la faculté d'exiger une confirmation écrite de votre part. Les versements sur un Livret Croissance peuvent être effectués librement, sous réserve de respecter la somme minimum de 10 euros. Les versements peuvent être effectués en espèces, par chèque bancaire ou par virement d'un compte de dépôt du titulaire. Lors d'une remise de chèque sur votre livret, les chèques reçus chez **monabanq.** avant 9h sont enregistrés au crédit du compte le jour de

la réception. Après ce délai ou en cas de réception un jour non ouvré, les chèques sont enregistrés au crédit le premier jour ouvré suivant. Dans l'hypothèse où un chèque remis à l'encaissement serait retourné impayé, les intérêts correspondants seront alors automatiquement annulés. Pour les sommes versées par chèque, il faut attendre un délai de 10 jours ouvrés pour que le délai de rejet du chèque soit passé. Passé ce délai, le versement peut être récupéré. Comme précisé précédemment, la remise de chèque est créditée dès réception et traitement chez **monabanq.** Les retraits des sommes déposées et disponibles sur le compte peuvent être effectués par chèque ou sur ordre exprès du client ou de son mandataire, à tout moment, sous forme de virement au crédit du compte bancaire désigné par le client dans la convention d'ouverture du livret, ou au crédit d'un autre compte. Le solde du Livret Croissance **monabanq.** ne peut à aucun moment être inférieur à 10 euros, sous peine d'entraîner le rejet des opérations rendant le solde inférieur à ce minimum et/ou sa clôture.

### Inactivité du compte :

Il résulte des dispositions du Code Monétaire et financier que le Livret Croissance est considéré comme inactif

- si le client n'a effectué aucune opération pendant 5 ans, les opérations de prélèvement par **monabanq.** de frais et commissions ne rendant pas le compte actif.

- si le client ne s'est pas manifesté sous quelque forme que ce soit durant ces 5 années. Toutefois, si le client effectue une opération sur l'un quelconque de ses comptes ou produits ouverts chez **monabanq.**, celle-ci rend à nouveau l'ensemble de ses comptes et livrets actifs à compter de la date d'opération.

Au terme de 10 ans d'inactivité, **monabanq.** sera tenue de clôturer le livret et de transmettre les fonds à la Caisse des dépôts et consignations. La Caisse des dépôts et consignations conservera les fonds transmis durant 20 ans pendant lesquels le client pourra réclamer cet avoir. A l'issue de ces 20 ans, la Caisse des dépôts et consignations transférera les fonds consignés à l'Etat qui en deviendra propriétaire.

## ARTICLE 2 : Rémunération du Livret Croissance :

Sauf accord particulier de **monabanq.** et modification ultérieure, le plafond du Livret Croissance est de 25 000 € (vingt cinq mille euros). Le taux nominal annuel brut en vigueur à la date d'ouverture du livret a été porté à la connaissance du titulaire préalablement à l'ouverture du compte. Ce taux est susceptible de varier à tout moment. **monabanq.** informera ses clients des modifications de taux préalablement à sa date d'entrée en vigueur par tous moyens à sa convenance (relevé de compte, lettre, ...).

Le titulaire peut acquérir un bonus fidélité qui lui permettra de bonifier le taux nominal en vigueur applicable. Le niveau du bonus de fidélité sera acquis par année (uniquement durant les 4 premières années suivant l'ouverture du livret) à la condition qu'à chaque date d'anniversaire l'encours du livret hors intérêt soit supérieur ou égal à 1500 €. Le niveau du bonus de fidélité, une fois acquis, ne sera définitivement. A chaque niveau de bonus fidélité correspondra une majoration du taux nominal brut annuel.

- Niveau 1 acquis à la première date d'anniversaire du livret et à la condition que l'encours susvisé soit respecté.

- Niveau 2 acquis à la seconde date d'anniversaire du livret et à la condition que l'encours susvisé soit respecté.

- Niveau 3 acquis à la troisième date d'anniversaire du livret et à la condition que l'encours susvisé soit respecté.

- Niveau 4 acquis à la quatrième date d'anniversaire du livret et à la condition que l'encours susvisé soit respecté. L'acquisition de chaque niveau suppose l'acquisition du niveau inférieur. Si à l'issue de la quatrième année, le titulaire n'a pendant aucune des quatre premières années rempli la condition liée à l'encours, il ne pourra bénéficier d'aucun niveau de bonification. Le pourcentage de majoration du taux applicable à chaque niveau a été porté à la connaissance du titulaire préalablement à l'ouverture du compte. Ces taux sont susceptibles de variation à tout moment. **monabanq.** informera ses clients des modifications de ces taux préalablement à leur entrée en vigueur par tous moyens à sa convenance (relevé de compte, lettre...).

### Calcul des intérêts :

Les intérêts sont calculés en application de la règle des quinzaines. Ainsi, les fonds déposés du 1er au 15 du mois produisent intérêts à compter du 16 et ceux versés du 16 au dernier jour du mois, à compter du 1er du mois qui suit le versement. De même, au 31 décembre de chaque année, les intérêts acquis sont capitalisés et produisent des intérêts. Pour les retraits, les intérêts ne sont calculés que jusqu'au dernier jour de la quinzaine civile qui précède la date du retrait.

## ARTICLE 3 : Fiscalité :

Les intérêts de votre Livret Croissance sont soumis à la fiscalité des revenus de placement en vigueur.

## ARTICLE 4 : Procurations :

Le titulaire du Livret Croissance, peut éventuellement, sous réserve de l'accord de **monabanq.**, donner procuration à une ou plusieurs personnes répondant aux conditions d'ouverture de l'article 1 (conditions d'ouverture). La procuration permet au mandataire de faire fonctionner le livret dans les conditions et les modalités définies dans les présentes conditions générales. Elle reste valable jusqu'à révocation notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à **monabanq.** Elle cesse également au décès du titulaire du livret.

## ARTICLE 5 : Tarification :

Les conditions applicables aux opérations traitées et aux produits et services proposés par **monabanq.** sont tarifées selon le barème en vigueur au jour de la souscription et sont susceptibles de révision. En cas de modification, **monabanq.** en informera préalablement ses clients par tout moyen à sa convenance.

Ces frais n'intègrent pas les coûts d'accès ou de connexion aux services à distance de **monabanq.** qui demeure à la charge du client.

## ARTICLE 6 : Information du client :

Si vous l'avez demandé expressément, ce relevé vous sera adressé par voie postale, à l'adresse de correspondance que vous nous avez communiquée. A défaut, vous recevrez ce relevé sous format électronique : chaque mois, vous recevrez à l'adresse email que vous nous aurez communiquée un courriel vous informant de la disponibilité de votre relevé de compte sur votre espace client du site monabanq. A tout moment vous pouvez imprimer les relevés de compte figurant dans votre espace client.

Vous pouvez également demander à tout moment à changer de mode de communication des relevés de compte. Ce changement sera pris en compte le mois suivant votre demande.

**monabanq.** s'engage à mettre en oeuvre les moyens nécessaires pour assurer un service de consultation optimal des relevés de compte. **monabanq.** n'assume aucune responsabilité en ce qui concerne le transport des informations. D'une manière générale, sa responsabilité ne pourra être recherchée sauf à établir qu'elle a commis une faute. **monabanq.** ne pourra être tenue pour responsable en cas de dysfonctionnement du matériel, de la mauvaise utilisation qui en serait faite ou de toutes autres circonstances extérieures entraînant provisoirement la suspension du service, étant rappelé que le client s'engage à informer sans délai **monabanq.** de toute modification affectant ses coordonnées et notamment son adresse email. Le client reste responsable de la gestion du compte, nonobstant toute défaillance de service qui ne saurait être opposée à **monabanq.** Le montant des intérêts calculés dans les conditions prévues à l'article 2 « rémunération du livret » lui est indiqué une fois par an par l'intermédiaire de son relevé de compte. A réception du relevé de compte, le titulaire dispose d'un délai de 30 jours pour effectuer toute réclamation. Le défaut de réclamation vaut « approbation tacite des opérations ».

## ARTICLE 7 : Modifications des conditions générales :

Les dispositions des présentes conditions générales peuvent évoluer en raison de mesures législatives ou réglementaires ; en ce cas, les modifications prennent effet à la date d'entrée en vigueur des mesures concernées, sans préavis, ni information préalable.

Les modalités de fonctionnement du compte sont susceptibles de faire l'objet d'adaptations. **monabanq.** se réserve le droit de modifier ou de diversifier, voir suspendre en totalité ou partiellement, à tout moment et pour toute raison, les caractéristiques et prestations de ses services et de ses produits et en particulier les dispositions des présentes conditions générales.

En pareil cas, tout projet de modification vous sera communiqué deux mois avant la date d'application de la modification. L'absence de notification écrite de votre part dans le délai de deux mois après cette information vaudra acceptation de la modification. En cas de refus de la modification proposée, vous pouvez résilier le compte sans frais avant la date d'entrée en vigueur de la modification.

Aucun frais ne sera mis à votre charge si vous demandez la clôture ou le transfert de votre

compte en cas de modification des présentes conditions générales.

## ARTICLE 8 : Clôture du livret :

Le titulaire peut à tout moment procéder par écrit à la clôture de son compte. **monabanq.** peut également procéder à la clôture du compte:

- moyennant un préavis de 1 mois par lettre recommandée avec accusé de réception, lorsque la clôture est le fait de **monabanq.**

- en cas d'anomalie grave de fonctionnement ou de comportement répréhensible du titulaire, **monabanq.** pourra clôturer sans préavis.

- en cas de décès du titulaire, il y a de plein droit clôture du livret. Les sommes déposées sur le livret continuent de produire intérêts jusqu'à la date de remise des fonds dans le cadre du règlement de la succession.

- automatiquement si le solde du livret est inférieur à 10 euros **monabanq.** restituera au titulaire le solde du Livret Croissance, augmenté des intérêts produits jusqu'à la date de clôture, à l'expiration des délais bancaires d'usage nécessaires au dénouement des opérations en cours.

## ARTICLE 9 : Informatique et libertés :

Les informations demandées lors de l'ouverture du livret, signalées par un astérisque, sont obligatoires. Elles sont nécessaires au traitement de votre demande d'ouverture de livret. En cas de non réponse, nous ne pourrions étudier votre demande. Les autres informations sont destinées à mieux vous connaître et sont, par conséquent, facultatives. Vous êtes libre de ne pas y répondre.

Les informations demandées lors de l'ouverture de votre compte, de même que celles qui seront recueillies ultérieurement sont destinées à **monabanq.**, responsable du traitement, aux fins de gestion de votre compte, de gestion du risque et dans un but de prospection commerciale. Elles peuvent être adressées à des tiers pour satisfaire aux obligations légales et réglementaires de **monabanq.**, notamment concernant l'identification des comptes des personnes décédées. **monabanq.** vous adressera des offres commerciales par courrier électronique et SMS si vous l'avez accepté et par voie postale, si vous ne vous y êtes pas opposé lors du recueil de vos données personnelles. A tout moment, vous gardez la possibilité de vous opposer sans frais à la prospection commerciale de **monabanq.** en envoyant un mail à [contact@monabanq.com](mailto:contact@monabanq.com) ou un courrier à **monabanq.** Service Gestion Bancaire, 59078 Lille Cedex 9.

Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des prestataires de service liés à **monabanq.** par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées nécessaires à la gestion de votre dossier.

Sauf opposition de votre part, les informations vous concernant pourront être communiquées aux partenaires commerciaux de **monabanq.**, qui pourront vous envoyer leurs offres commerciales.

Pour répondre à ses obligations légales, **monabanq.** a mis en oeuvre un traitement de surveillance ayant pour finalité la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.

**En vue de l'amélioration de la qualité de nos services et à des fins de formation, les conversations téléphoniques avec votre conseiller sont enregistrées. Conformément à la loi Informatique et Libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Si vous souhaitez l'exercer, vous pouvez adresser un mail à [consommonabanq@monabanq.com](mailto:consommonabanq@monabanq.com) ou écrire au Service Consommateurs de monabanq., au 59078 Lille Cedex 9.**

**Vous pouvez vous inscrire gratuitement sur la liste d'opposition au démarchage téléphonique : [www.bloctel.gouv.fr](http://www.bloctel.gouv.fr), si vous ne souhaitez pas faire l'objet de prospection commerciale par téléphone de la part d'entreprises dont vous n'êtes pas client.**

## ARTICLE 10 : Fonds de garantie des dépôts :

**monabanq.** qui recueille vos dépôts est couverte par un dispositif agréé par les pouvoirs publics, en application de l'article L 312-4 à L312-6 du code monétaire et financier et par le règlement 99-05 du comité de la réglementation bancaire et financière. Le plafond d'indemnisation par déposant est de 100 000 euros. Il s'applique à l'ensemble des dépôts d'un même déposant auprès du même établissement de crédit, quel que soit le nombre de dépôts.

Ce mécanisme est détaillé dans le formulaire joint aux présentes conditions générales. Un dépliant expliquant ce mécanisme de garantie est disponible sur le site internet de **monabanq.**, ou sur demande auprès de **monabanq.**, ou auprès du Fonds de garantie des dépôts et de résolution - 65 rue de la Victoire 75009 Paris.

## ARTICLE 11 : Loi applicable :

Les relations précontractuelles et contractuelles sont soumises au droit français et la langue applicable est la langue française.

Les tribunaux compétents seront les tribunaux français.

## ARTICLE 12: Contrôle :

**monabanq.** est soumise au contrôle de l'Autorité de Contrôle Prudentiel (ACP) ([www.Acp.banque-France.fr](http://www.Acp.banque-France.fr), 61, rue Taitbout, 75436 Paris Cedex 09).

## ARTICLE 13 : Réclamation et Médiation :

**Réclamation :** En cas de difficultés relatives aux services fournis et à l'exécution des contrats conclus tant en matière de compte de dépôt que d'opérations de crédit ou de produit d'épargne, nous vous invitons à suivre la démarche suivante :

- privilégiez un contact direct avec votre conseiller **monabanq.** habituel par téléphone, mail, courrier ou fax.

- si la réponse apportée par celui-ci ne vous satisfait pas et que vous souhaitez soulever une réclamation, nous vous invitons à contacter notre service consommateur en écrivant à l'adresse suivante : **monabanq.** service consommateurs - 59078 Lille Cedex 9.

- **monabanq.** s'engage à accuser réception de votre réclamation sous 10 jours ouvrables et à vous apporter une réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de votre réclamation.

Si le différend persiste, vous pouvez alors saisir le Médiateur de **monabanq.** par courrier à l'adresse indiquée à la rubrique Médiation.



**Médiation :** **monabanq.** a désigné un médiateur indépendant afin de faciliter le règlement amiable des différends avec la clientèle relatifs aux conventions de compte, aux opérations de banque, d'épargne et d'investissement. Si un désaccord persiste sur ces sujets, après vous être rapproché de notre Service clientèle et de notre Service Consommateurs, vous avez la possibilité avant toute action judiciaire, de saisir gratuitement par écrit le médiateur soit :

- par e-mail à l'adresse suivante :  
lemediateur@lemediateur-monabanq.com
- sur le site du médiateur :  
www.lemediateur-monabanq.com
- par courrier à l'adresse suivante :  
Monsieur le Médiateur de monabanq.  
63, chemin Antoine Pardon 69160  
Tassin La Demi-Lune.

Si la décision du Médiateur rendue dans les 3 mois de votre saisine, ne vous satisfait pas, vous avez toujours la possibilité de saisir le Tribunal Français compétent pour la résolution du litige.

#### ARTICLE 14 : Devoir de vigilance :

Vous vous engagez à n'effectuer sur votre compte que des opérations autorisées par la Loi et les règlements. Vous vous engagez notamment à ne pas effectuer d'opérations ayant pour objet le blanchiment des capitaux ou le financement du terrorisme. Dans le cadre de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme et conformément aux dispositions des articles L 561-1 et suivants du code monétaire et financier, **monabanq.** est tenue de porter à la connaissance des autorités compétentes toutes les opérations dont elle soupçonne qu'elles pourraient être le fruit d'une infraction passible d'une peine de prison d'au minimum un an. Afin de satisfaire à ces obligations, **monabanq.** est ainsi tenue de faire preuve de vigilance à l'égard de sa clientèle tant au moment de l'entrée en relation que tout au long de cette relation. Elle doit notamment s'assurer que les opérations que vous avez effectuées sont conformes aux informations recueillies lors de cette entrée en relation et régulièrement actualisées. Dans le cadre de ce devoir de vigilance constante, **monabanq.** sera amenée à recueillir auprès de vous des informations sur l'évolution de votre situation ainsi que sur certaines opérations qui apparaîtraient inhabituelles en raison notamment de leurs modalités, de leur montant ou de leur caractère exceptionnel au regard de celles traitées jusqu'alors. Vous vous engagez dès lors à fournir à **monabanq.**, toute explication sur ces opérations telles que l'objet de la transaction, sa justification économique, la provenance ou la destination des fonds, l'identité de l'émetteur ou du bénéficiaire, ainsi que tout justificatif corroborant ces déclarations. D'une façon générale et pendant toute la durée de la convention, vous vous engagez à informer **monabanq.** de toute modification des informations fournies avant l'entrée en relations ou ultérieurement et notamment de tout changement d'état civil, de capacité, de régime matrimonial, de statut, d'adresse ainsi que de toute modification de votre signature. Vous devrez en particulier informer **monabanq.** de tout changement de domicile étant entendu que toutes notifications et tous courriers adressés par **monabanq.** seront valablement envoyés à la dernière adresse notifiée. **monabanq.** ne saurait être responsable en cas de manquement de votre part à cette obligation.

#### ARTICLE 15 : Preuve des opérations :

En tant que client **monabanq.** vous pouvez accéder au service de fonctionnement du compte à distance (espace client) que **monabanq.** met à votre disposition moyennant l'indication de vos codes d'accès que sont l'identifiant de connexion et le code secret. Vous êtes entièrement responsable de la conservation et de l'utilisation de vos codes d'accès. Vous vous engagez ainsi à maintenir vos codes d'accès sous la plus stricte confidentialité et à ne les divulguer à aucun tiers quelle qu'en soit la raison. En cas de perte du code secret, vous devez contacter votre conseiller pour qu'un nouveau code secret vous soit délivré. Vous pouvez à tout moment demander par écrit le blocage du service. Il vous est vivement recommandé pour la sécurité de modifier régulièrement votre code secret. **monabanq.** pourra sans formalité et sans préavis, en cas de fautes, d'irrégularités ou d'abus dans l'utilisation, suspendre ou supprimer l'accès du client à ces services. Par mesure de sécurité **monabanq.** interrompt l'accès au service après trois tentatives infructueuses d'identification. Toute connexion sur votre espace client à l'aide de vos codes d'accès est réputée faite par vous même quelle qu'en soit l'origine. Vous reconnaissez que la réalisation des opérations sur votre espace client vaut consentement de votre part des opérations effectuées et des contrats souscrits. Vous êtes responsable de toutes les conséquences qui résulteraient d'une erreur de transmission ou de manipulation de votre part. Vous reconnaissez être informé que toutes les opérations effectuées sur l'espace client sont enregistrées informatiquement par **monabanq.** Tous les enregistrements informatiques et leur reproduction sous format numérique ou papier feront foi entre les parties à la conclusion du contrat par vous même et constitueront pour **monabanq.** la preuve de ladite conclusion et la justification de la mise à disposition du service financier.

#### ARTICLE 16 : Signature électronique :

Une signature électronique de vos contrats et documents pourra vous être proposée. Elle repose sur une technologie basée sur la délivrance par une Autorité de Certification d'un certificat électronique à usage unique (ci-après dénommé

« Certificat »). Cette signature électronique répond aux exigences légales et réglementaires qui reconnaissent la valeur juridique du document et de la signature électronique. La signature électronique désigne un ensemble d'éléments sous forme électronique qui résulte de l'usage d'un procédé fiable d'identification par l'utilisation du Certificat garantissant son lien avec d'autres données électroniques auxquelles elle s'attache et notamment celles du document. Conformément aux dispositions légales et réglementaires, la signature électronique ainsi utilisée, (a) est propre au signataire ; (b) est créée par des moyens que vous pouvez garder sous votre contrôle exclusif ; (c) garantit avec le document auquel elle s'attache un lien tel que toute modification ultérieure du document est détectable. Enfin, elle a pour objet d'identifier et d'authentifier la personne qui l'appose et de manifester son consentement au document ainsi qu'à son contenu.

Le Certificat employé désigne une attestation électronique qui lie les données attachées au procédé technique de signature électronique à une personne, et confirme l'identité de celle-ci. Il est généré à la volée par l'Autorité de Certification pour votre compte. La clé privée associée au Certificat est utilisée pour la signature électronique du document à votre demande. Chaque Certificat contient des informations telles que votre nom et prénom et renferme donc votre identité.

Avant de signer électroniquement, vous visualisez le document. Vous devrez vérifier et confirmer l'exactitude de vos coordonnées, vérifier et confirmer vos choix. Vous devrez ensuite lire attentivement les conditions du contrat proposé, Vous indiquerez votre acceptation par des cases à cocher et à l'aide des boutons « valider ». Si vous en êtes d'accord vous pourrez signer le contrat en apposant votre signature en cliquant sur le bouton « signer électroniquement » pour confirmer votre consentement.

Après avoir apposé votre signature électronique, vous aurez toujours la possibilité de vous rétracter pendant un délai de 14 jours calendaires à compter de votre signature. Le contrat signé est accessible sur l'espace client sécurisé moyennant l'indication des codes d'accès que **monabanq.** vous aura fait parvenir sur votre messagerie électronique.

Le document électronique signé et ses éléments techniques associés sont ensuite archivés de façon intégrée chez un tiers de confiance prestataire technique, conformément aux règles de l'art technique en vigueur au moment de leur création. Ce document électronique signé sans ses éléments techniques associés est également conservé de façon intégrée par **monabanq.**

Vous accédez au document électronique signé depuis votre espace client sur le site internet de **monabanq.** Ce document constitue l'original tant pour vous que pour **monabanq.** conformément à l'article 1325 du code civil sur la pluralité d'exemplaires, étant entendu, comme précisé ci-dessus, que le tiers de confiance prestataire technique archive le document électronique signé à l'identité ainsi que les éléments techniques associés. La durée d'archivage correspond aux délais légaux en vigueur. Les politiques d'archivage, d'horodatage et de certification des tiers de confiance prestataires techniques intervenant dans le cadre de la signature électronique et du présent processus de dématérialisation, notamment celles de l'Autorité de Certification reconnue par **monabanq.**, sont consultables en en faisant la demande auprès de **monabanq.**

La preuve de la signature électronique et du contenu du document électronique signé, pourra être rapportée par tous moyens. **monabanq.** pourra notamment rapporter cette preuve au moyen des éléments techniques, dont elle devra, pour certains d'entre eux, demander le désarchivage auprès du tiers de confiance prestataire technique en charge de l'archivage électronique.

# FORMULAIRE TYPE CONCERNANT LES INFORMATIONS À FOURNIR AUX DÉPOSANTS

## Informations générales sur la protection des dépôts

La protection des dépôts effectués auprès de MONABANQ est assurée par :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR)
Plafond de la protection :	100 000 € par déposant et par établissement de crédit (1)
Si vous avez plusieurs comptes dans le même établissement de crédit :	Tous vos dépôts enregistrés sur vos comptes ouverts dans le même établissement de crédit entrant dans le champ de la garantie sont additionnés pour déterminer le montant éligible à la garantie ; le montant de l'indemnisation est plafonné à 100 000 € (1)
Si vous détenez un compte joint avec une ou plusieurs autres personnes :	Le plafond de 100 000 € s'applique à chaque déposant séparément. Le solde du compte joint est réparti entre ses cotitulaires ; la part de chacun est additionnée avec ses avoirs propres pour le calcul du plafond de garantie qui s'applique à lui (2)
Autres cas particuliers	Voir note (2)
Délai d'indemnisation en cas de défaillance de l'établissement de crédit :	Sept jours ouvrables (3)
Monnaie de l'indemnisation :	Euros
Correspondant :	Fonds de garantie des dépôts et de résolution (FGDR) 65, rue de la Victoire, 75009 Paris Téléphone : 01-58-18-38-08 Courriel : contact@garantiedesdepots.fr
Pour en savoir plus :	Reportez-vous au site internet du FGDR : <a href="http://www.garantiedesdepots.fr/">http://www.garantiedesdepots.fr/</a>
Accusé de réception par le déposant : (5)	Acquis après un délai de deux mois à compter de la réception de ce courrier

## Informations complémentaires

### (1) Limite générale de la protection

Si un dépôt est indisponible parce qu'un établissement de crédit n'est pas en mesure d'honorer ses obligations financières, les déposants sont indemnisés par un système de garantie des dépôts. L'indemnité est plafonnée à 100 000 € par personne et par établissement de crédit. Cela signifie que tous les comptes créditeurs auprès d'un même établissement de crédit sont additionnés afin de déterminer le montant éligible à la garantie (sous réserve de l'application des dispositions légales ou contractuelles relatives à la compensation avec ses comptes débiteurs). Le plafond d'indemnisation est appliqué à ce total. Les dépôts et les personnes éligibles à cette garantie sont mentionnés à l'article L. 312-4-1 du code monétaire et financier (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution).

Par exemple, si un client détient un compte d'épargne éligible (hors livret A, livret de développement durable et livret d'épargne populaire) dont le solde est de 90 000 € et un compte courant dont le solde est de 20 000 €, l'indemnisation sera plafonnée à 100 000 €.

Cette méthode s'applique également lorsqu'un établissement de crédit opère sous plusieurs marques commerciales. Cela signifie que l'ensemble des dépôts d'une même personne acceptés sous ces marques commerciales bénéficie d'une indemnisation maximale de 100 000 €.

### (2) Principaux cas particuliers

Les comptes joints sont répartis entre les cotitulaires à parts égales, sauf stipulation contractuelle prévoyant une autre clé de répartition. La part revenant à chacun est ajoutée à ses comptes ou dépôts propres et ce total bénéficie de la garantie jusqu'à 100 000 €.

Les comptes sur lesquels deux personnes ou moins ont des droits en leur qualité d'indivisaire, d'associé d'une société, de membre d'une association ou de tout groupement similaire, non dotés de la personnalité morale, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des indivisaires ou associés.

Les comptes appartenant à un entrepreneur individuel à responsabilité limitée (EIRL), ouverts afin d'y affecter le patrimoine et les dépôts bancaires de son activité professionnelle, sont regroupés et traités comme ayant été effectués par un déposant unique distinct des autres comptes de cette personne.

Les sommes inscrites sur les livrets A, les livrets de développement durable (LDD) et les livrets d'épargne populaire (LEP) sont garanties indépendamment du plafond cumulé de 100 000 € applicable aux autres comptes. Cette garantie porte sur les sommes déposées sur l'ensemble de ces livrets pour un même titulaire ainsi que les intérêts afférents à ces sommes dans la limite de 100 000 € (pour toute précision voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution). Par exemple, si un client détient un livret A et un LDD dont le solde total s'élève à 30 000 € ainsi qu'un compte courant dont le solde est de 90 000 €, il sera indemnisé, d'une part, à hauteur de 30 000 € pour ses livrets et, d'autre part, à hauteur de 90 000 € pour son compte courant.

Certains dépôts à caractère exceptionnel (somme provenant d'une transaction immobilière réalisée sur un bien d'habitation appartenant au déposant ; somme constituant la réparation en capital d'un dommage subi par le déposant ; somme constituant le versement en capital d'un avantage-retraite ou d'un héritage) bénéficient d'un rehaussement de la garantie au-delà de 100 000 € pendant une durée limitée à la suite de leur encaissement (pour toute précision sur ce point, voir le site internet du Fonds de garantie des dépôts et de résolution).

### (3) Indemnisation

Le Fonds de garantie des dépôts et de résolution met l'indemnisation à disposition des déposants et bénéficiaires de la garantie, pour les dépôts couverts par celle-ci, sept jours ouvrables à compter de la date à laquelle l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution fait le constat de l'indisponibilité des dépôts de l'établissement adhérent en application du premier alinéa du I de l'article L. 312-5 du code monétaire et financier. Ce délai de sept jours ouvrables sera applicable à compter du 1<sup>er</sup> juin 2016 ; jusqu'à cette date, ce délai est de vingt jours ouvrables.

Ce délai concerne les indemnisations qui n'impliquent aucun traitement particulier ni aucun complément d'information nécessaire à la détermination du montant indemnisable ou à l'identification du déposant. Si un traitement particulier ou un complément d'information sont nécessaires, le versement de l'indemnisation intervient aussitôt que possible.

La mise à disposition se fait, au choix du Fonds de garantie des dépôts et de résolution :

- soit par l'envoi d'une lettre-chèque en recommandé avec avis de réception ;
- soit par mise en ligne des informations nécessaires sur un espace internet sécurisé, ouvert spécialement à cet effet par le Fonds et accessible à partir de son site officiel (cf. ci-après), afin de permettre au bénéficiaire de faire connaître le nouveau compte bancaire sur lequel il souhaite que l'indemnisation lui soit versée par virement.

### (4) Autres informations importantes

Le principe général est que tous les clients, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises, que leurs comptes soient ouverts à titre personnel ou à titre professionnel, sont couverts par le FGDR. Les exceptions applicables à certains produits sont indiquées sur le site internet du FGDR.

Votre établissement de crédit vous informe sur demande si ses produits sont garantis ou non. Si un dépôt est garanti, l'établissement de crédit le confirme également sur le relevé de compte envoyé périodiquement et au moins une fois par an.

### (5) Accusé de réception

Lorsque ce formulaire est joint ou intégré aux conditions générales ou aux conditions particulières du projet de contrat ou convention, il est accusé réception à l'occasion de la signature de la convention.

Il n'est pas accusé réception à l'occasion de l'envoi annuel du formulaire postérieurement à la conclusion du contrat ou de la convention.